



EGC AERO

Route d'Agen
Aéroport de Bergerac
24000 BERGERAC

05 53 22 25 25

contact@bergerac.aeroport.fr

Profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Réfection des systèmes de paiement et de contrôle d'accès des parkings de l'aéroport de Bergerac Dordogne Périgord

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Table des matières

Chapitre 1 – Dispositions générales du contrat	4
Article 1.1 – Objet du contrat.....	4
Article 1.2 – Décomposition du contrat	4
Article 1.3 – Type de contrat	4
Chapitre 2 – Pièces contractuelles	4
Chapitre 3 – Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
Chapitre 4 – Durée et délais d'exécution	4
Article 4.1 – Délai d'exécution.....	4
Article 4.2 – Durée du marché	5
Article 4.2 – Reconduction	5
Chapitre 5 – Prix	5
Article 5.1 – Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
Article 5.2 – Modalités de variation des prix.....	5
Chapitre 6 – Garanties Financières	6
Chapitre 7 – Avance.....	6
Chapitre 8 – Modalités de règlement des comptes	6
Article 8.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs	6
Article 8.2 – Présentation des demandes de paiement	6
Article 8.3 – Délai global de paiement	7
Article 8.4 – Paiement des cotraitants	7
Article 8.5 – Paiement des sous-traitants	7
Chapitre 9 – Conditions d'exécution des prestations	7
Article 9.1 - Adresses d'exécution	7
Article 9.2 - Notification par le biais du profil d'acheteur	7
Chapitre 10 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	7
Chapitre 11 – Constatation de l'exécution des prestations	8
Article 11.1 – Vérifications	8
Article 11.2 – Décision après vérification	8
Chapitre 12 – Garantie des prestations.....	8
Chapitre 13 – Maintenance	8
Chapitre 14 – Pénalités.....	8
Article 14.1 - Pénalités.....	8
Article 14.2 – Pénalité pour travail dissimulé.....	8
Chapitre 15 – Assurances	9
Chapitre 16 – Résiliation du contrat.....	9
Article 16.1 – Conditions de résiliation du marché	9
Article 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9

Chapitre 17 – Règlement des litiges et langues	10
Chapitre 18 – Dérogations.....	10

Chapitre 1 – Dispositions générales du contrat

Article 1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :
Réfection des systèmes de paiement et de contrôle d'accès des parkings de l'aéroport de Bergerac Dordogne Périgord

Article 1.2 – Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Article 1.3 – Type de contrat

Le contrat est un marché ordinaire.

Chapitre 2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du titulaire

Chapitre 3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

Chapitre 4 – Durée et délais d'exécution

Article 4.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché du marché couvre la période de fourniture, d'installation, de mise en service et de réception de l'installation (VSR d'1 mois comprise). Le délai d'exécution global maximum est de 5 mois. Ce délai est détaillé et éventuellement amélioré par le titulaire dans son offre.

Article 4.2 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une période comprenant le délai de déploiement, ainsi que 2 ans de maintenance sous garantie à l'issue de la réception des équipements, puis 3 ans de maintenance hors garantie.

Article 4.2 – Reconduction

Sans objet.

Chapitre 5 – Prix

Article 5.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Article 5.2 – Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le forfait de fourniture, installation, mise en service et réception des équipements est conclu à prix ferme et non actualisable.

Seuls les prix annuels de maintenance, sous garantie et hors garantie, sont révisés à échéance annuelle, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + ((0,40 * ICHTIME1(n)/ICHTIME(o)) + (0,45 * BT47(n)/BT47(o)))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Indice (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Indice (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'indice n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, l'entité adjudicatrice procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les indices utilisés sont les suivants :

- ICHTIME : [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques \(NAF rév. 2 postes 25-30 32-33\) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183](#) publié par l'INSEE
- BT47 : [Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 | Insee](#)

Chapitre 6 – Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Chapitre 7 – Avance

Aucune avance ne sera versée au titulaire.

Chapitre 8 – Modalités de règlement des comptes

Article 8.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Article 8.2 – Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement par mail, aux adresses egc.comptabilite@bergerac.aeroport.fr

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique transmettant la facture à l'acheteur.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Article 8.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 8.4 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Article 8.5 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'entité adjudicatrice, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Chapitre 9 – Conditions d'exécution des prestations

Article 9.1 - Adresses d'exécution

EGC AERO
Route d'Agen
Aéroport de Bergerac
24000 BERGERAC

Article 9.2 - Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Chapitre 10 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Sans objet.

Chapitre 11 – Constatation de l'exécution des prestations

Article 11.1 – Vérifications

Les modalités de vérification sont précisées à l'article **3.8** du CCTP.

Article 11.2 – Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'entité adjudicatrice prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Chapitre 12 – Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée de 2 ans, dans les conditions prévues à l'article 3.11 du CCTP.

Chapitre 13 – Maintenance

Les prestations font l'objet d'une prestation de maintenance hors garantie d'une durée de 3 ans, dans les conditions prévues à l'article **3.12** du CCTP.

Chapitre 14 – Pénalités

Article 14.1 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En cas de non-respect du délai global de déploiement, du fait du titulaire, il sera fait application d'une pénalité de **100 € par jour de retard**.

Dans le cadre de la garantie et de la maintenance, en cas de dépassement des délais de GTI ou de GTR, par le fait du titulaire, une pénalité de retard de 50,00 € sera appliquée, puis 50,00 € par jour de retard supplémentaire.

Le montant total des pénalités est plafonné à 25% du montant total HT du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Article 14.2 – Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Chapitre 15 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Chapitre 16 – Résiliation du contrat

Article 16.1 – Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, aucune résiliation pour motif d'intérêt général n'est prévue.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Article 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 17 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Chapitre 18 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- Le chapitre 7 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- Le chapitre 10 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services